

Le travail et la nature sont les deux sources de la richesse, mais seul le travail crée la valeur

Jean-Marie Harribey

Le Sarkophage, n° 40-41, octobre 2013, p. 22-24¹

http://www.grosfichiers.ch/index.php?option=com_grosfichiers&cid=i0h3ek738vgac3snmf6reva883&task=resultat

C'est l'éclatement simultané de contradictions sociales et écologiques qui fait le caractère systémique de la crise du capitalisme. D'une part, la dévalorisation de la force de travail au regard de sa productivité provoque une situation de surproduction dans la plupart des secteurs industriels. Enrichissement extravagant des classes dominantes, inégalités croissantes, chômage endémique, précarité, amenuisement de la protection sociale en sont les conséquences. D'autre part, l'accumulation infinie du capital bute sur les limites de la planète. Il devient donc de plus en plus difficile de faire produire par la force de travail toujours davantage de *valeur économique* et de la monnayer sur le marché, de la « réaliser », comme disait Marx. Autrement dit, le capitalisme ne peut trop exploiter la force de travail sans ruiner ses possibilités d'expansion, et il ne peut non plus trop exploiter la nature sans détériorer ou détruire la base matérielle de l'accumulation. L'illusion que la finance pouvait se dégager de cette contrainte sociale et de cette contrainte matérielle et devenir une source endogène et autosuffisante de nouvelle richesse s'est éteinte avec la crise financière, car ces deux contraintes sont indépassables.²

Dans ce contexte, deux transformations importantes ont contribué à rouvrir les discussions théoriques sur la richesse et la valeur. L'une porte sur la place grandissante des connaissances qui modifierait le processus productif de valeur. L'autre concerne la généralisation à l'échelle planétaire d'un mode de développement productiviste destructeur de richesse.

La connaissance peut-elle être transformée en capital ?

Puisque les connaissances deviennent un facteur décisif de la création de richesses, des auteurs ont forgé la thèse du capitalisme qualifié de « cognitif », ou d'« économie de la connaissance », prenant le relais de l'ancien capitalisme fordiste de l'industrie de masse d'après-guerre.³ Cette évolution conduirait progressivement à éliminer le travail vivant comme source de la valeur, ou bien à englober dans le travail vivant tout instant de la vie, et obligerait donc à abandonner la loi de la valeur ébauchée par l'économie politique et parachevée par Marx. La sortie du capitalisme industriel sonnerait le glas de la loi de la

¹ *Le Sarkophage* a titré : « Seul le travail crée la valeur ». Ce numéro du *Sarkophage* est le dernier et se trouve à http://www.grosfichiers.ch/index.php?option=com_grosfichiers&cid=i0h3ek738vgac3snmf6reva883&task=resultat.

² C'est le sujet de notre livre J.-M. Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, LLL, 2013.

³ C. Azaïs, A. Corsani, P. Dieuaide (éd.), *Vers un capitalisme cognitif, Entre mutations du travail et territoires*, L'Harmattan, 2000 ; M. Hardt, A. Negri, *Empire*, Exils Éd., 2000. C. Vercellone (dir.), *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?*, La Dispute, 2003 ; A. Gorz, *L'immatériel, Connaissance, valeur et capital*, Galilée, 2003 ; E.M. Mouhoud, D. Plihon, *Le savoir et la finance, Liaisons dangereuses au cœur du capitalisme contemporain*, La Découverte, 2009.

valeur-travail, car le travail ne produirait plus la valeur qui « se forme principalement dans la circulation »⁴ du capital. Il conviendrait alors d'accompagner la transformation du capitalisme qui promet à chaque travailleur la possibilité de « se produire soi-même », et de verser un revenu d'existence au lieu d'espérer un plein emploi par la RTT, désormais paraît-il hors d'atteinte et surtout contraire à l'objectif d'émancipation vis-à-vis du travail.

Mais la thèse du capitalisme cognitif oublie la distinction entre richesse et valeur, remontant à Aristote et fondatrice de l'économie politique et de sa critique par Marx. Au fur et à mesure de l'augmentation de la productivité du travail, synonyme de la diminution du travail vivant⁵, la valeur d'échange des marchandises régresse elle aussi, conformément à la loi de la valeur. Ainsi, il y a une distanciation croissante entre le travail vivant et les valeurs d'usage créées, sans que cela signifie une distanciation entre travail et valeur d'échange. La contradiction nouvelle du capitalisme est de vouloir transformer l'élément principal constituant le travail vivant – la connaissance – en capital à valoriser, c'est-à-dire en une nouvelle forme de travail mort.

La nature est-elle réductible à du capital ?

Parallèlement, les économistes néoclassiques, sur leur chemin de Damas, ont pris la défense de l'environnement, qu'ils nomment « capital naturel ». Ainsi, la nature possède maintenant une « valeur économique intrinsèque », ou bien elle « rend des services » à l'homme, que le calcul économique mesurera en termes monétaires.

La Banque mondiale, le PNUE, l'OCDE, l'Union européenne se penchent sur la « valorisation du vivant », la « valeur économique de la nature » et la « valeur des services rendus par la nature ». Leurs experts croient possible d'additionner les coûts de la production réalisée par l'homme et les éléments naturels qui ne sont pas produits. Si tout est économiquement évalué, tout peut être considéré comme du capital. La richesse sera définie comme la somme du capital économique, du capital humain, du capital social et du capital naturel, relevant d'une procédure de calcul analogue. Plus grave, cette analyse ne peut pas prendre en compte le métabolisme au sein des écosystèmes naturels, c'est-à-dire les interactions qui constituent la trame de la vie, et dont la préservation conditionne sa reproduction et son équilibre.

De nombreuses études cherchent à estimer ladite valeur économique intrinsèque de la nature par le biais de l'introduction du concept des services rendus par la nature. En 1997, à partir d'une évaluation des activités économiques ayant pour support la nature, les services annuels rendus par elle étaient estimés entre 16 000 et 54 000 milliards de dollars 1994.⁶ Plus récemment, les services rendus par les chauves-souris aux États-Unis s'élevaient à 22,9 milliards de dollars par an, et ceux des insectes pollinisateurs à 190 milliards. La valeur de la photosynthèse réalisée par la forêt française est estimée au prix du marché de la tonne de carbone⁷. Or, ce dernier prix est une catégorie propre à la sphère financière, marquée par la spéculation, catégorie qui n'existe pas dans la nature. En l'absence d'unité de mesure commune à la sphère économique et à la sphère naturelle, celles-ci sont donc incommensurables.

Pour sortie de cette difficulté théorique, il faut réhabiliter la distinction établie par Aristote, Smith, Ricardo et Marx entre valeur d'usage et valeur d'échange : 1) les ressources

⁴ Y. Moulier Boutang, *L'abeille et l'économiste*, Carnets Nord, 2010, p. 183.

⁵ « Proposition tautologique », selon K. Marx, *Manuscrits de 1857-1858*, *Grundrisse*, Éd. sociales, 1980, tome II, p. 322.

⁶ Costanza R. (et al.), « The Value of the World's Ecosystem Services and Natural Capital », *Nature*, vol. 387, n° 6630, 15 mai 1977, p. 253-260.

⁷ A. Berger, J.-L. Peyron, « Les multiples valeurs de la forêt française », IFEN, *Les données de l'environnement*, n° 105, août 2005.

naturelles sont une richesse, mais sans valeur économique intrinsèque ; 2) la nature est indispensable à toute production de valeur économique, laquelle ne provient que du travail humain. Si, pour engager une stratégie de soutenabilité du développement, on attribue un prix à tel ou tel bien naturel, celui-ci aura un statut de prix politique et non économique, fixé à hauteur de la norme écologique que l'on décide de respecter. La valeur du stock de ressources naturelles est inestimable en termes économiques – c'est-à-dire infinie si celles-ci conditionnent la vie de l'espèce humaine – et elle ne peut donc être réduite à une catégorie économique. En revanche, la mesure de la valeur économique créée par l'exploitation de ces ressources est réductible à du travail, mais n'a rien à voir avec une pseudo-valeur économique intrinsèque des ressources, sortie tout droit de l'imaginaire bourgeois réalisant tout à coup l'impasse du saccage de la nature.

La valeur est fondée sur le travail

D'un côté, la valeur de la production marchande reste gouvernée par le « travail socialement nécessaire ». D'un autre côté, si l'on fixe un prix échappant à l'obligation de rentabiliser le capital, on définit un domaine monétaire mais non marchand. Par exemple, la production de services non marchands, tels que l'éducation et la santé publiques, est issue d'un travail productif des travailleurs qui y sont employés. La richesse non marchande n'est pas ponctionnée sur l'activité marchande, elle est un supplément provenant d'une décision publique d'utiliser des forces de travail et des équipements et ressources disponibles. Elle est ainsi socialisée par la décision d'utiliser collectivement des capacités productives et par celle de répartir socialement la charge du paiement. Le bornage de l'espace de la marchandise rend possible l'élargissement de celui de la gratuité *socialement construite*, c'est-à-dire des activités humaines qui, bien qu'ayant un coût, n'ont pas de prix au sens du marché, ainsi que des biens naturels et des liens sociaux qui, eux, sont inestimables.

Sans la nature, l'homme ne peut rien produire, ni en termes physiques, ni en termes de valeur économique. L'activité économique s'insère obligatoirement dans des rapports sociaux et dans une biosphère. On ne peut donc se passer de la nature pour produire collectivement des valeurs d'usage et on ne peut lui substituer indéfiniment des artefacts. Mais ce n'est pas la nature qui produit la valeur, catégorie socio-anthropologique par définition. C'est un paradoxe incompréhensible en dehors de l'économie politique et de sa critique marxienne. S'il devient urgent de respecter les contraintes de ressources, il est erroné de croire que cela pourra se faire à partir de la prétendue « valeur économique des services rendus par la nature », car ce qui est appelé ainsi dans la littérature économique bien-pensante, et parfois écologiste, est en fait la valeur créée par le travail sur la base des biens naturels utilisés.